

## Après le traité de Versailles, l'Allemagne aurait pu payer

Par Antoine Reverchon Publié le 17 janvier 2020.

**Jugées longtemps prophétiques, les analyses de Keynes sur les conséquences catastrophiques des réparations de guerre imposées à Berlin sont désormais contestées par nombre d'historiens de l'économie.**

**La vie des idées.** Il y a cent ans, le 10 janvier 1920, la promulgation du traité de Versailles mettait fin à l'état de guerre entre les Alliés et l'Allemagne vaincue. Un mois auparavant paraissait en Angleterre un pamphlet de l'économiste John Maynard Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, perçu a posteriori comme prophétique. Keynes, représentant le Trésor britannique au sein de la délégation de son pays à Versailles, en démissionne en mai 1919 pour des raisons de santé et parce que ses opinions n'ont pas prévalu. Il estime en effet que les « réparations » demandées à l'Allemagne vont étouffer l'économie du pays, déstabiliser la finance mondiale, raviver l'hostilité entre nations et ouvrir un boulevard à une revanche allemande. Il prône plutôt des investissements massifs, le libre-échange et un système de stabilité monétaire – autant de prescriptions cette fois suivies après 1945. Keynes fera également partie de la délégation britannique... à Bretton Woods (1944).

L'ouvrage de 1919 aurait donc été prémonitoire à la fois de l'arrivée au pouvoir d'Hitler et du triomphe du « keynésianisme » en économie. Mais cette vision téléologique ne fait plus l'unanimité chez les historiens et les économistes réunis pour une conférence anniversaire organisée le 10 janvier par l'**Observatoire français des conjonctures économiques**.

Ce ne serait pas tant ses conceptions originales de l'économie – elles ne prendront corps qu'avec la *Théorie générale* en 1936 – qui auraient inspiré les positions du Keynes de 1919 que son pacifisme libéral : il a vécu la guerre comme un drame absurde ; il proteste contre l'entrée de son pays dans le conflit en 1914 ; objecteur de conscience, il échappe à la conscription. Il sous-estime, y compris dans ses statistiques, l'ampleur des destructions qui ont frappé la France. Sa vision d'économiste l'empêche de voir que les réparations ont une valeur politique et symbolique vengeresse de l'invasion et de quatre ans de massacres.

### **Faible endettement**

L'histoire ne lui a-t-elle pourtant pas donné raison ? Le montant des réparations est fixé en avril 1921 à 50 milliards de marks-or, à raison de 3 milliards par an pendant trente-six ans au taux de 5 %, plus 76 milliards à partir d'une date « à déterminer ». Dès 1923, Berlin ne peut pas payer ; en représailles, la Ruhr est occupée. Mais l'hyperinflation amène les créanciers à négocier. Après le krach de 1929, le plan Young rééchelonne les annuités pour un total de 40 milliards. Et, le 9 juillet 1932, la conférence de Lausanne propose un versement libératoire unique de... 3 milliards. Il ne sera jamais payé : Hitler arrive au pouvoir. Au final, l'Allemagne a versé 23 milliards au lieu des 132 milliards prévus.

Mais, aujourd'hui, les économistes remarquent que l'Allemagne, en 1920, n'était endettée, hors réparations, qu'à hauteur de 48 % de son PIB, contre 135 % pour la France, qui doit rembourser les prêts américains de 1914-1918. Certes, les réparations auraient porté ce taux à 147 %, mais une démilitarisation réelle, conforme au traité, aurait épargné de 3 à 4 % de PIB annuel pour un service de la dette équivalent. D'autant que la reprise économique est aussi forte qu'en France entre 1918 et 1923 et s'accroît de 1924 à 1929.

### **ECONOMIQUEMENT, L'ALLEMAGNE AURAIT PU PAYER. MAIS PAS POLITIQUEMENT**

Economiquement, l'Allemagne aurait pu payer. Mais pas politiquement : le « diktat » de Versailles était devenu l'argument suprême des nationalistes ; les Américains en usaient pour obtenir la priorité sur leurs propres créances ; les Britanniques pour contrer les prétentions d'une France redevenue arrogante. La leçon involontaire de Keynes est peut-être là : les économistes oublient parfois que ce qui est économiquement bon n'est pas toujours politiquement possible.

**Par Antoine Reverchon**